013676000003907

ROYAUME DE BELGIQUE
Région Wallonne

Province de Luxembourg

Arrondissement de VIRTON

COMMUNE DE VIRTON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
SÉANCE DU 20 OCTOBRE 2022

Présents :
François CULOT, Bourgmestre, Président ;
Vincent WAUTHOZ, Annie GOFFIN, Nathalie VAN DE WOESTYNE, Alain CLAUDOT, Hugues BAILLOT, Échevins ;
Nicolas SCHILTZ, Président du CPAS (voix consultative) ;
Etienne CHALON, Philippe LEGROS, Annick VAN DEN ENDE, Sébastien MICHEL, Michel MULLENS, Virginie ANDRE, Jean Pierre PAILLOT, Pascal MASSART, Benoît PERFRANCESCHI, Elodie BAUDRY, Hamza YILMAZ, Conseillers ;
Marthe MODAVE, Directrice Générale, Secrétaire de séance.
Excusés :
Denis LACAVE, Christophe GAVROY, André GILLARDIN,
Jean-François BODY, Conseillers.

A) SEANCE PUBLIQUE

OBJET A) 68. RÈGLEMENT-REDEVANCE RELATIF AUX FRAIS DE PROCÉDURE ENGENDRÉS PAR LE CODT – EXERCICES 2023 À 2025.

Le vote est demandé.

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.01.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.09.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la charte ;

Vu le CoDT ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement ;

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ;

Vu la circulaire budgétaire du 19/07/2022 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone pour l'année 2023 ;

Vu sa délibération prise en date du 19 septembre 2019 arrêtant le règlement-redevance relatif aux frais de procédure engendrés par le CoDT ;

Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Considérant la nécessité d'assurer l'adéquation du montant des redevances communales avec le coût de la vie ;

Considérant que le dossier complet a été communiqué au Directeur Financier en date du 29 septembre 2022 conformément à l'article L-1124-40, §1er, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et que celui-ci a émis un avis positif en date du 29 septembre 2022 avec la mention: "Ne pas oublier d'arrondir les montants !" ;

Vu la situation financière de la Ville ;

Après en avoir délibéré, *par 11 voix favorables, 0 voix négative et 6 abstentions,*

ARRÊTE :

Article 1er
Il est établi, pour les exercices 2023 à 2025, une redevance pour le traitement des dossiers de division de terrain, de permis d'urbanisation, de permis d'urbanisme, de déclaration urbanistique, de permis d'environnement et de permis unique, de certificat d'urbanisme et pour le contrôle par un géomètre de l'implantation d'un bâtiment conformément à l'article D.IV. 72 du CoDT ;

Article 2
La redevance est fixée comme suit :

- Pour un dossier de permis d'urbanisme sans architecte ou d'impact limité ou sans écart : 146,50 € auxquels s'ajoutent les frais de contrôle de l'implantation. Ceux-ci seront calculés sur base des coûts réels.

- Pour un dossier de permis d'urbanisme avec écart : 203,00 € auxquels s'ajoutent les frais de contrôle de l'implantation. Ceux-ci seront calculés sur base des coûts réels.

- Pour un dossier de permis d'urbanisme avec dérogation (sachant que le dossier avec dérogation requiert un examen plus approfondi, vérification des différentes dérogations sollicitées, réalisation de la publicité de l'enquête et son suivi et qu'il ne fait pas l'objet d'un octroi direct) : 203,00 € auxquels s'ajoutent les frais de contrôle de l'implantation. Ceux-ci seront calculés sur base des coûts réels.

- Pour un dossier de permis d'urbanisme soumis à publicité avec ouverture de voirie : 158,00€ auxquels s'ajoutent les frais de contrôle de l'implantation. Ceux-ci seront calculés sur base des coûts réels.

- Pour un dossier de permis d'urbanisation : 169,00 € par lot/logement créé ;

- Pour un dossier de modification de permis de lotir ou de permis d'urbanisation : 67,50 € ;

- Pour un dossier de division de terrain : 101,50 € ;
- Pour un dossier de certificat d'urbanisme n°1 : 67,50 € ;
- Pour un dossier de certificat d'urbanisme n°2 simple : 146,50 € ;
- Pour un dossier de certificat d'urbanisme n°2 avec écarts : 203,00 € ;
- Pour un dossier de certificat d'urbanisme n°2 avec dérogation : 203,00 € ;
- Pour un dossier de permis d'environnement classe 1 : 564,50 € ;
- Pour un dossier de permis d'environnement classe 2 : 124,00 € ;
- Pour un dossier de permis d'environnement classe 3 : 33,50 € ;
- Pour un dossier de permis unique classe 1 : 564,50 € ;
- Pour un dossier de permis unique de classe 2 : 203,00 € ;

Ce forfait est calculé en fonction du coût du traitement des dossiers (photocopies, documents et courriers divers) et des prestations administratives effectuées. Les frais inhérents à l'enquête de publicité seront en plus à charge du demandeur et calculés sur décompte final sauf en ce qui concerne les permis d'environnement et les permis uniques.

Article 3
La redevance est due par la personne physique ou morale qui fait la demande

Article 4
Sont exonérés de la redevance les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilées de même que les établissements d'utilité publique.

Article 5
Le montant de la redevance est payable dans les 30 jours calendrier de la réception de la facture envoyée par l'Administration Communale.

Article 6
A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit à l'article 5, dans le cadre du recouvrement amiable, un rappel par envoi simple sera envoyé au redevable. Le montant de ce rappel est fixé à 5,00 euros et est mis à charge du redevable. A l'issue de ce rappel, en cas de non-paiement dans les 15 jours, conformément à l'article L 1124-40, §1er, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10,00 euros et seront recouvrés en même temps que la redevance.
En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40, §1er, 1° du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.
Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du redevable.

Article 7
Le présent règlement deviendra obligatoire le lendemain du jour de la publication organisée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 8
Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 9
Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : Ville de Virton ;
- Finalité(s) du(des) traitement(s) : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Catégorie(s) de données : données d'identification, données financières ;
- Durée de conservation : la ville s'engage à conserver les données pour un délai de maximum de 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- Méthode de collecte : recensement par la ville ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur les revenus, ou à des sous-traitants du responsable de traitement.

Cette délibération a été adoptée par 11 voix favorables, 0 voix négative et 6 abstentions.

Ont voté positivement :
WAUTHOZ Vincent, GOFFIN Annie, VAN DE WOESTYNE Nathalie, CLAUDOT Alain, BAILLOT Hugues, LEGROS Philippe, ANDRE Virginie, PAILLOT Jean Pierre, PERFRANCESCHI Benoît, BAUDRY Elodie et CULOT François.
Se sont abstenus :
CHALON Etienne, VAN DEN ENDE Annick, MICHEL Sébastien, MULLENS Michel, MASSART Pascal et YILMAZ Hamza.

Par le Conseil,

La Secrétaire de séance,
s) M. MODAVE

Le Président,
s) F. CULOT

Pour extrait conforme,
Virton, le 03 -11- 2022

La Directrice Générale

Le Bourgmestre